

Paris, le 9 août 2022

Israël : opération ciblée contre... les civiles à Gaza

Depuis vendredi 5 août, l'armée israélienne a repris ses frappes en direction de la Bande de Gaza, faisant à ce jour plus d'une quarantaine de mort-es et plusieurs centaines de blessé-es. Ces bombardements ont lieu suite à l'arrestation, en début de semaine dernière, d'un des chefs du Jihad islamique palestinien en Cisjordanie occupée, et sont qualifiés par l'armée israélienne « d'attaque préventive », pourtant contraire au droit international.

Cette vaste opération militaire s'accompagne d'une fermeture des passages frontaliers depuis plusieurs jours, empêchant des milliers de travailleurs et de travailleuses gazaouies munis d'un permis de travail en Israël, de pouvoir continuer leur activité professionnelle. L'enclave palestinienne est totalement bouclée et l'unique centrale électrique est à l'arrêt, faute de carburant.

Si le gouvernement israélien a démarré sa propagande et parle d'une opération ciblée, on constate d'ores et déjà de nombreuses victimes civiles dont une quinzaine d'enfants de 5 à 14 ans, des femmes et des personnes âgées, près de 100 raids par jours, causant des destructions (notamment des écoles, maisons, usines, et terrains agricoles) !

L'Union Européenne appelle toutes les parties à « un maximum de retenue » afin d'éviter l'escalade, des tirs de roquettes en provenance de Gaza ayant touché entre temps le sol israélien, et l'armée israélienne ayant rappelé ses réservistes. Une trêve fragile vient d'être signée, mais on redoute un nouveau massacre israélien, comme ceux de 2008-2009, 2012, 2014 et 2021.

L'Union syndicale Solidaires déplore une situation qui empire mois après mois à Gaza, véritable prison à ciel ouvert¹ où plus de 2 millions d'habitants et d'habitantes vivent enfermées sur 365 km² sous un blocus depuis 2007. Zones de pêche réduites, points de passages fermés, coupures fréquentes d'électricité, Gaza est assiégée. Avec un taux de chômage de 52 % (67,5 % chez les jeunes) et plus de 54 % de la population qui vit sous le seuil de pauvreté, la bande de Gaza est dans une situation économique, sociale et environnementale catastrophique depuis de nombreuses années.

Face à ces nouveaux crimes de l'armée israélienne, et à l'heure où les bombardements russes frappent des cibles civiles en Ukraine, l'Union syndicale Solidaires exige dans l'immédiat du gouvernement et du parlement français, de l'Union Européenne et de la communauté internationale, une condamnation, des sanctions et des réactions aussi indignées dans l'une des situations comme dans l'autre.

Il est indispensable de forcer l'État israélien à lever immédiatement et sans conditions le blocus de Gaza. C'est le sens des différentes campagnes de pression, auxquelles participe Solidaires, dont la campagne de Boycott, Désinvestissement et Sanctions contre l'État israélien, mais aussi l'Initiative Citoyenne Européenne pour demander l'interdiction du commerce entre l'Union européenne et les colonies illégales israéliennes, que nous appelons tou.tes les Européen.nes à signer : <https://stopsettlements.org/>

¹Pour reprendre les termes de l'organisation Human Rights watch

Avec le collectif pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens nous demandons la fin de la coopération militaire de la France avec Israël, la mise en œuvre des sanctions prévues par les différents accords d'association avec l'Union Européenne et la poursuite en justice par la Cour Pénale Internationale des responsables des crimes des guerres actuelles et précédentes.

Assez de discours, il faut des actes et que cesse l'impunité d'Israël !